

« à temps et contre temps »

La réforme des retraites, un moment décisif pour l'avenir du contrat social

Notre système de retraite par répartition est le fruit de la conjonction des luttes ouvrières et de celles de la Résistance. Il est le fruit de décisions politiques prises après guerre. Lorsque notre pays est démoli et exsangue, le gouvernement de l'époque met en œuvre le programme du Conseil National de la Résistance.¹ qui prévoit entre autre :

- "une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours"

- "un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail..."

Ce programme du Conseil National de la Résistance a fondé le contrat social d'après guerre à nos jours.

Mais, depuis les années 80, sous la pression du capitalisme financier, les responsables économiques et politiques ont entrepris de remettre en cause ce contrat social au nom de l'idéologie néo-libérale (marché régulateur, libre concurrence, libre circulation des capitaux, mise en concurrence du prix du travail à l'échelle mondiale,...). Ces politiques ont permis que 10% supplémentaire de la valeur produite dans les entreprises passe des revenus du travail au revenu du capital. Elles ont également conduit à la crise financière de 2008.

La réforme des retraites prévue par le gouvernement Fillon (Sarkosy) s'inscrit dans cette orientation néo-libérale et l'amplifie. Comme l'a très bien écrit Denis KESSLER² dans Challenges du 4 octobre 2007 :

« Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. **Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance !** » « Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. »

Autour de la réforme des retraites se joue un épisode décisif de l'avenir du contrat social. Pour « sauver » les retraites, les forces économiques et politiques dirigeantes parviendront-elles à faire travailler plus les salariés et à diminuer leur revenus ?

Pour permettre « aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours », pour « assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail... », les forces du travail (salariés, retraités, jeunes avec ou sans emploi, vieux valides ou non...) parviendront-elles à se réapproprier une partie des 10% de la valeur produite récupérée par le capitalisme financier au cours du dernier quart de siècle ?

C'est l'enjeu du rapport de force qui va se jouer autour des retraites d'ici la fin de l'année.³

Paul MASSON

1 « Les jours heureux » Programme du Conseil National de la Résistance http://pagesperso-orange.fr/felina/social/programme_cnr.htm

2 Denis KESSLER grand patron français, ex-vice président du MEDEF. Il est actuellement le président du groupe SCOR une société financière de réassurance (société financière qui assure les sociétés d'assurances)

3 Pour une illustration fouillée, lire : « **les jours heureux** » le programme du Conseil National de la Résistance de mars 1944: comment il a été écrit et mis en œuvre, et comment Sarkosy accélère sa démolition ouvrage collectif – mars 2010 - 14 € - aux éditions « La Découverte »